



Le transfert d'armement russe en Libye : révélateur du rôle des sociétés militaires privées



Claire Courtin

Werra

Septembre 2021



Claire Courtin est actuellement étudiante en première année de Master relations internationales au sein de l'ILERI. Passionnée par la géopolitique et les relations internationales, elle souhaite se spécialiser sur les enjeux au sein de la zone Europe de l'Est et Russie.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Septembre 2021



INTRODUCTION

Construction d'installations, entretien, ravitaillement de vivres... : telles sont les fonctions initiales des sociétés militaires privées (SMP). Par définition, elles caractérisent les sociétés fournissant des services de sécurité/défense à des gouvernements, organisations internationales ou entreprises privées. Ces forces irrégulières se développent, au même titre que certaines menaces émergentes telles que le terrorisme et la piraterie. À l'origine, ces sociétés ont pour but d'aider les forces armées régulières à s'entraîner. En réalité elles prennent de plus en plus part aux combats, comme l'illustre la fusillade de Nisour Square. Quatre membres de la société militaire privée américaine Academi, anciennement Blackwater, furent accusés d'homicides volontaires en 2007. Plaidant la légitime défense, une étude du FBI¹ a révélé que 14 des 17 Irakiens décédés ont en réalité été tués sans raison légitime. Si l'emploi de ces groupes est régulé par la norme ICoCA², chaque pays a adopté ses propres mesures afin d'encadrer leur utilisation. En Russie, les acteurs non étatiques sont présents depuis le XVI^{ème} siècle, les forces irrégulières russes ayant joué un rôle dans les grands conflits régionaux menés par le régime tsariste, puis lors de la guerre civile russe et durant la période soviétique. Leur origine contemporaine tient de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, où la douloureuse transition à un nouveau système économique a porté un coup à l'armée russe. Privée de fonds suffisants, cette dernière a perdu des éléments, privilégiant alors les entreprises militaires privées. Aujourd'hui, la réglementation russe est floue concernant ces entités. La Fédération de Russie n'a pour le moment pas statué sur l'activité des sociétés militaires privées, n'étant ni autorisées ni interdites par la loi, loi qui punit toutefois le mercenariat. Vladimir Poutine s'exprime depuis maintenant une dizaine d'années en faveur de la légalisation de ces entités. Plusieurs projets de loi en ce sens ont été déposés, mais rejetés. Ce rejet vient en partie du fait que le financement de ces SMP vient d'oligarques russes, légaliser ces groupes accroîtraient alors le pouvoir de ces acteurs économiques. Ces forces irrégulières, tolérées dans les faits, continuent d'agir dans un flou juridique et réglementaire, intervenant sur plusieurs théâtres d'opération. Si le Moyen-Orient est la zone qui recense le plus d'actions de la part des sociétés militaires privées russes, elles ont également joué un rôle en Ukraine et la suspicion de leur

¹ Federal Bureau of Investigation.

² Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées.



présence au Haut-Karabagh a alimenté les débats depuis 2020³. Le marché russe des SMP est relativement large, composé d'entreprises telles que RSB-Group, Moran Security Group, Redyt-Antiterror. Lorsque la question de ces forces irrégulières est aujourd'hui abordée, la société Wagner est la première mentionnée. A la différence des entités évoquées précédemment, elle n'a pas d'existence légale, n'est pas enregistrée dans la base de données fiscale russe. Créée en 2014 par Dimitri Outkine, ancien lieutenant-colonel de l'armée russe, elle opère dans de nombreux pays du Moyen-Orient. Son principal financeur est Evgueni Prigojine⁴, proche du président Poutine, qui a bâti sa fortune dans le domaine de la restauration, et qui fait partie des hommes forts de l'État russe. Le groupe Wagner est considéré comme une société militaire privée mais diffère des autres, étant en réalité composé de mercenaires à la solde de Moscou. La relation entre le pouvoir politique russe et les sociétés militaires privées est aujourd'hui opaque. De nombreux chercheurs et universitaires tentent d'établir le mode d'opération et la fonction de ces forces irrégulières sur leurs différents théâtres d'opérations, dont la Libye. La deuxième guerre civile libyenne fait suite à la première qui avait abouti à la mort de Mouammar Kadhafi. Débutée en 2014, cette guerre est caractérisée par des ingérences étrangères, une instabilité politique, une crise économique ainsi que la récente pandémie de COVID-19. En 2017, Khalifa Haftar, commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, rencontre le ministre russe des Affaires étrangères, puis le ministre russe de la Défense, à propos de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. En 2019, Moscou bloque une déclaration du Conseil de Sécurité qui appelait les forces du maréchal Haftar à arrêter leurs avancées. La Russie n'est donc pas extérieure au conflit, et des doutes quant à la présence de sociétés militaires privées russes se développent depuis maintenant de nombreux mois. Récemment, des avions de chasse utilisés en Libye ont attisé la curiosité, étant probablement d'origine russe.

Qu'en est-il alors réellement de la relation entre les sociétés militaires privées russes et les avions de chasse utilisés en Libye ?

³ Rapport d'information n° 754 (2020-2021) de M. Olivier CIGOLOTTI et Mme Marie-Arlette CARLOTTI, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 7 juillet 2021 – « Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne » http://www.senat.fr/rap/r20-754/r20-754_mono.html#toc291

⁴ IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire) – « Les sociétés militaires privées en Russie : à l'Est, quoi de nouveau ? » Emmanuel Dreyfus – 10/2018



La Libye, pays enlisé dans un conflit mobilisant plusieurs puissances étrangères

La Libye, par sa position géographique au carrefour de l'Europe, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, et par ses ressources en hydrocarbures, cristallise plusieurs intérêts stratégiques. La mort de Mouammar Kadhafi en 2011 a entraîné une longue période d'instabilité politique. Le Congrès Général National (CGN) prend au départ le pouvoir, mais faillit rapidement. Suspecté d'abus de pouvoir, il est dissous en 2014 par le général Khalifa Haftar, ancien officier sous le régime de Kadhafi, exilé⁵ aux États-Unis entre 1990 et 2011. Face aux différents groupes armés qui tentent de prendre le pouvoir, K. Haftar impose son pouvoir par la force et crée l'Armée nationale libyenne (ANL). Une des principales missions de ce groupe est de lutter contre les groupes armés djihadistes, comme l'illustre la Bataille de Benghazi qui eut lieu de 2014 à 2017. L'ANL souhaite également rétablir la souveraineté de la Libye et s'oppose pour cela principalement au Gouvernement d'union nationale (GUN), anciennement coalition Fajr Libya⁶. Cette deuxième guerre civile libyenne oppose ces deux groupes armés ainsi que des groupes ayant plus ou moins de relations avec certaines entités djihadistes⁷. En 2014, la Chambre des représentants libyenne appelle l'ONU à intervenir, du fait de la gravité des conflits et de la mise en danger des civils. Le Congrès Général National est rétabli aux vues de l'instabilité du pays. Malgré plusieurs cessez-le-feu, dont le premier est annoncé en 2015, la situation se dégrade. Durant ces années de conflit, les groupes djihadistes attaquent notamment les terminaux pétroliers, renforçant l'insécurité au sein du pays. Le GUN prend rapidement l'avantage. Sa légitimité tient du soutien international dont il fait l'objet⁸. Le 05 avril 2016, le gouvernement Favez-al-Sarraj est officiellement reconnu après avoir reçu le soutien de plusieurs institutions notamment l'ONU et la banque centrale. Le CGN est lui dissout. Cependant, l'ANL, régnant sur l'Est et une partie du Sud du pays (la Cyrénaïque), souhaite reconquérir la capitale et plus généralement l'intégralité du pays. Plusieurs batailles ont lieu, comme celle de Syrte en 2020, chaque camp souhaitant récupérer les villes clés de la Libye. Aujourd'hui, la situation piétine. Khalifa Haftar est perçu comme l'un des hommes forts

⁵ Exilé suite à son rapprochement avec Hissène Habré, président tchadien autoproclamé, lors du conflit tchado-libyen.

⁶ « Aube de Libye ».

⁷ Le « gouvernement de Tripoli », dominé par les Frères musulmans ; la branche libyenne de l'État islamique ; des milices toubous, touarègues, arabes.

⁸ France, États-Unis, Allemagne, Italie, Royaume-Uni.



du pays, et le processus de paix ne peut se faire sans lui. Cependant, quelle est la place des ingérences étrangères ? Le GUN, parti de la Tripolitaine, est soutenu militairement par la Turquie, et l'ANL a le soutien des Émirats Arabes Unis, notamment par le transfert de drones Wing Loong et d'avions de combat, ainsi que de l'Égypte, de la Jordanie et de la Russie. Ce soutien se traduit par l'envoi de mercenaires et d'armement de la part de la Turquie et de la Russie ; la Grande Assemblée nationale de Turquie ayant voté une résolution autorisant un déploiement de l'armée turque⁹ sur le terrain en janvier 2020. A cette même période, la conférence de Berlin 1, sous l'égide de l'ONU, rassemble plusieurs chefs de gouvernement afin de faire progresser la situation libyenne. Elle aboutit à un maintien du cessez-le-feu et au renforcement de l'embargo sur les armes. En octobre 2020, un nouveau cessez-le-feu est signé entre les deux parties principales au conflit, et le gouvernement Abdel Hamid Dbeibah dirige désormais la Libye.¹⁰ En juin 2021, la conférence de Berlin 2 s'est tenu.

La Russie, porteuse d'intérêts stratégiques dans la région

Le secteur énergétique attise la convoitise russe à travers le Moyen-Orient. Depuis la fin des années 2000, le pays de Vladimir Poutine vend aux États de cette région des armes défensives afin de consolider ces relations avec eux. C'est par exemple le cas avec la vente de systèmes de défense antimissiles aériens S-400 dont l'Iran, l'Égypte, la Syrie et la Turquie sont détenteurs. La Russie possède un équipement militaire qualitatif, notamment depuis sa réforme de 2008. Ayant pour objectif de former une armée plus professionnelle et redimensionnée, cette réforme s'est accompagnée de nouveaux équipements. L'armée russe se développe donc afin de répondre aux objectifs de la puissance, puissance qui a la Libye dans son champ de vision.

Mais qu'en est-il des intérêts russes en Libye ? En mai 2020, des soupçons émergent quant au transfert russe d'avions de chasse. Fathi Bachagha, ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'Union Nationale, déclarait en 2020 à la presse avoir appris l'arrivée de ces avions. Uniquement officieuses, ces informations se confirment lorsque, le 19 mai 2020, une image satellite montre la présence d'un MiG-29 sur la base du maréchal. A partir de ce moment-

⁹ Le soutien est également composé de mercenaires syriens, la Turquie leur offrant la nationalité ainsi qu'un salaire régulier en échange de leur engagement.

¹⁰ Depuis le 15 mars 2021.

là, les images satellites se sont succédées, illustrant les unes après les autres la présence d'armements d'origine russe.



Figure 1 : Image satellite du 14 juillet 2020 fournie par le commandement américain en Afrique et montrant, selon le Pentagone, l'implication de la Russie en Libye.

La Russie et l'Armée Nationale Libyenne ont en effet des liens, et il ne serait pas étonnant que la Russie souhaite interférer en faveur du maréchal Haftar. Cependant, si la Russie a procédé à ce transfert d'armement, elle viole l'embargo sur les ventes imposé depuis 2011. Mis en place par la résolution S/2011/95 de l'ONU¹¹, cet embargo interdit aux membres de la communauté internationale de fournir des armes à la Libye, en raison de sa situation conflictuelle. La Russie a notamment profité de son rôle en Syrie afin de jouer ses cartes en Libye. Un accord de l'Armée Nationale Libyenne et de l'Armée Russe a notamment permis l'évacuation de plusieurs blessés des troupes du maréchal vers les hôpitaux de campagnes russes en Syrie. Selon les images satellites, des avions de chasse russes seraient donc venus compléter les forces aériennes de l'ANL, et notamment des Mig23, Mig29 ainsi que des Su-24 et des hélicoptères Mi24 et Mi8. Plusieurs images satellites sont allées dans le sens de ces transferts d'armement, tout au long de l'année 2020. D'où viennent ces accusations ? Le Comité du Conseil des Nations unies a rendu deux rapports en 2020, statuant sur la présence de

¹¹ <https://digitallibrary.un.org/record/698924?ln=fr>

mercenaires en Libye¹². Ce ne sont pas seulement des employés du groupe Wagner, des membres des SMP russes *Russkie System Bezopasnosti* et *Moran Security Group* ayant également été signalés. Ces hommes assurent une maintenance notamment au niveau technique. L'armée américaine a, quant à elle, exposé sur ses réseaux sociaux des images satellites d'armement en accusant la Russie d'en être à l'origine. Ces dernières insinuations portent notamment sur le Groupe Wagner, qui apporte un soutien non-officiel au parti de l'ancien allié de Kadhafi. Cependant, les principaux concernés, la Russie et l'ANL, ont toujours démentis.



Ce ne serait pas la première fois qu'une société militaire privée russe agit en Libye. En effet, selon les dires d'Oleg Krinitsyn¹³, fondateur de RSB Group, en 2017, la société RSB-Group avait procédé au déminage d'une cimenterie à Benghazi. Cependant, le cas présent est différent. La Fédération russe est accusée d'envoyer du matériel ainsi que des hommes au sein du camp de la Cyrénaïque, mais nie toute responsabilité. Ce n'est pas une aide officielle. Mais alors, quels sont exactement ces armements et pourquoi la Russie les met-elle à disposition de ce pays d'Afrique du Nord ?

¹²S/2020/41 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/003/19/PDF/N2000319.pdf?OpenElement> / S/2020/360 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/100/51/PDF/N2010051.pdf?OpenElement>

¹³ Article du Figaro de 2016 <https://www.lefigaro.fr/international/2016/09/27/01003-20160927ARTFIG00279-les-mercenaires-russes-sortent-de-l-ombre-en-syrie.php>



Le matériel militaire : véritable enjeu de cet affrontement

Plusieurs avions de chasse sont aujourd'hui aux mains du maréchal Haftar. Le Mikoyan-Gourevitch MiG-23, du nom de son créateur, a pour objectif de repérer et engager des cibles volant plus bas que lui. C'est sa version d'attaque qui est suspectée d'être utilisée dans le cas présent, le MiG-23BN, qui s'appuie sur un réacteur Toumanski R-29B-300, de troisième génération de turbomoteurs. Le MiG-29 fut créé dans la même période que le MiG-23, au cours des années 1970, lorsque l'armée soviétique menait une lutte contre les intérêts américains. Cet avion de combat, le cinquième plus utilisé dans le monde en 2020, n'est aujourd'hui plus utilisé par l'armée de l'air russe¹⁴, mais continue à l'être par d'autres pays. Il n'est donc pas impossible que la Fédération de Russie ait transféré cet armement afin d'appuyer son soutien au commandant de l'ANL. Un autre type de matériel est soupçonné d'avoir été transféré par l'État fédéral transcontinental. Les Soukhoï Su24, bombardier de première ligne russe inspirés du F-11 américain, furent utilisés au cours de plusieurs conflits au Moyen-Orient. La Russie a par exemple déployé une douzaine de Su-24 lors de son intervention en Syrie, en 2015, en soutien des forces de Bachar El-Assad. La Libye a par ailleurs officiellement acheté 6 de ces bombardiers, qui ont pour la plupart été détruits durant la première guerre civile libyenne.¹⁵ Pour une partie de l'opinion militaire russe, cet armement représentait la clé des opérations anti-terroristes en Syrie, et peut par conséquent avoir un impact en Libye. Les hélicoptères russes Mil Mi-24 et Mil Mi-8 ont, au même titre que les armements cités précédemment, été repérés sur des images satellites dans le camp de l'ANL, ce qui laisse à penser à un transfert de matériel militaire. De nombreux analystes et membres de corps de renseignement de la communauté internationale supposent que la Fédération de Russie a livré ces armements. Mais dans quel but ? Tout d'abord, la mort de Mouammar Kadhafi a entraîné pour la Russie la perte de son principal allié au Maghreb. Vladimir Poutine cherche donc à reconstruire un appui dans cette région secouée par les conflits. En effet, s'imposer au Moyen-Orient est aujourd'hui un enjeu majeur pour toute grande puissance, notamment du fait des ressources énergétiques présentes dans la zone. De plus, le camp ennemi du maréchal Haftar est soutenu par la Turquie, et les deux puissances régionales ont des relations complexes. Historiquement, les liens turco-russe

¹⁴ Notamment pour problèmes de corrosion

¹⁵ <https://aviationsmilitaires.net/v3/kb/aircraft/show/1732/sukhoi-su-24-otan-fencer>



sont conflictuels. Cependant, la fourniture de gaz russe à la Turquie les a rendus co-dépendants, et le récent achat de missiles S-400 russes par Ankara démontre que leur relation laisse percevoir des points de convergence - laisse penser à une amélioration de leurs relations. Elles restent cependant en concurrence pour imposer leur influence au Moyen-Orient, et plus précisément en Libye, bien qu'elles ne soient pas prêtes à risquer une réelle escalade. Plusieurs analystes estiment que certains des armements cités précédemment pourraient tirer leur origine de la Biélorussie ou des Émirats arabes unis. Cependant, aucun de ces deux pays ne pourraient déployer d'armes en Libye sans l'aide de l'État russe. Les armements russes viendraient donc compléter les forces aériennes du maréchal libyen. Ils sont par ailleurs adjoints de mercenaires russes, qui pilotent notamment ces avions. En effet, une grande partie des aviateurs opérationnels de Kadhafi ont été tués durant la guerre civile. Peu de pilotes libyens expérimentés sont encore présents, et les armements aériens russes nécessitent plusieurs années de formation.

La bataille de Tripoli illustre parfaitement les diverses ingérences que connaît la Libye. Se déroulant du 04 avril 2019 au 05 juin 2020, elle oppose les deux principales parties au conflit ; l'ANL souhaitant s'emparer de Tripoli, capitale alors sous le contrôle du GNA. En retour, le GNA lance l'opération « Volcan de la Colère ». L'aide turque à cette dernière empêche l'ANL d'atteindre son objectif. Au cours de cette année de conflit, de nombreuses implications étrangères ont lieu, et l'embargo sur les armes de l'ONU est violé à plusieurs reprises. Plusieurs entités russes sont suspectées d'avoir opéré lors de cette bataille aux côtés du général Haftar : le groupe Wagner, ainsi que la compagnie Moran. Bien que les effectifs précis des mercenaires soient inconnus, un article publié fin mai 2020 par le journal français *Le Monde*¹⁶ fait état d'un document classifié des Nations Unies qui les situerait entre 800 et 1200. Mais alors, plus que les mercenaires, ce sont également des armements qui ont été envoyés. En effet, les drones turcs jouèrent un rôle crucial dans ce conflit. Les drones Bayraktar-TB2, que la Turquie avait déjà déployés en Irak en 2018, en Syrie en octobre 2019, et récemment au Haut-Karabagh, ont une fois de plus démontré leur efficacité en repoussant les missiles anti-aériens russes Pantsir S-1. Ces missiles, fabriqués par *Ulyanovsk Mechanical Plant* et d'une vitesse de lancement de 3,8 Mach, devaient prévenir le risque de possibles frappes aériennes des avions d'Al-Sarraj, et sécuriser les opérations de l'ANL. Au même titre qu'en Syrie, ce système de missiles anti-aériens ne fit pas le poids face aux drones turcs.

¹⁶ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/25/en-libye-les-mercenaires-russes-au-service-du-marechal-haftar-desertent-le-front-de-tripoli_6040683_3212.html



Bien que le système russe de défense se soit présenté comme un puissant adversaire face aux forces aériennes étrangères, elle fut vite défaite par le drone tactique turc qui détruisit plusieurs de ces unités. Bien que les chiffres exacts soient inconnus, les deux partis ne promulguant pas les mêmes données, plusieurs vidéos témoignent de la destruction de plus d'une dizaine de Pantsir-S1 en Libye. Le président Erdogan confirme officiellement l'apport d'armes turcs au GNA. Les armements Pantsir S-1 furent livrés par les Émirats Arabes Unis, qui en avaient acheté à la Russie, selon le porte-parole du GNA Mohammed Al-Giblawi. Cette information peut être confirmée par plusieurs photos des Pantsir utilisés par l'ANL, qui sont identiques au modèle fourni aux Émirats arabes unis, c'est-à-dire monté sur un camion à huit roues Man-SX 45 de construction allemande.



Conclusion

La Russie nie toute ingérence non-officielle en Libye, bien qu'elle ait, ces derniers mois, multiplié les contacts avec les parties prenantes au conflit. Le cessez-le-feu libyen a participé à apaiser les tensions. Le Forum du Dialogue politique libyen, ayant eu lieu en février 2021, a choisi une nouvelle autorité exécutive provisoire, faisant suite au gouvernement Fayez el-Sarraj. Les élections législatives et présidentielle doivent se tenir le 24 décembre prochain, anniversaire de l'indépendance de la Libye. L'administration Biden place le départ des mercenaires russes et l'organisation d'élections en tête des priorités de sa politique étrangère au Moyen-Orient. Les États-Unis, absents de la Libye depuis le départ d'Obama, voient d'un mauvais œil cet ingérence russe. Mais les sociétés militaires privées, et notamment le groupe Wagner, continuent de développer leurs actions au Moyen-Orient.